

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/77  
11 septembre 2003

(03-4832)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Cinquième session  
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

## EL SALVADOR

Déclaration de S.E. M. Miguel E. Lacayo  
Ministre de l'économie

Au nom du gouvernement de la République d'El Salvador, je tiens à remercier le gouvernement et le peuple mexicains pour la cordialité de leur accueil et les attentions dont notre délégation a fait l'objet à l'occasion de cette cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. C'est pour moi un honneur de me trouver ici à nouveau, aux côtés des Ministres des autres pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce.

Si nous sommes réunis ici, c'est dans le but, entre autres, d'évaluer le respect des engagements pris au cours de notre dernière rencontre au Qatar où nous avons lancé le présent cycle de négociations; d'accorder l'attention voulue aux problèmes de mise en œuvre; de garantir le traitement spécial et différencié; et de donner l'orientation politique nécessaire pour les questions pour lesquelles, techniquement, il n'a pas été possible d'avancer, conformément aux lignes directrices dont nous sommes convenus lors de notre précédente conférence ministérielle, en particulier dans le domaine agricole.

El Salvador a soutenu le lancement du présent cycle, étant entendu que les négociations permettraient de parvenir à un équilibre dans tous les domaines de négociation afin que ce cycle débouche sur... (e a254E5.2(c)la6)6.8(84(t)-oenJtif(ckn)6ts)Me(n)es8(m)OMC)6)Buushimons que cet équilibre renforcerait la crédibilité du système commercial multilatéral.

Nous avons, en ce qui nous concerne, accompli de nombreux efforts afin de répondre aux exigences de la libéralisation commerciale, et nous avons pu constater certains de ses avantages: ainsi, à mesure que les échanges se sont accrus, l'indice de pauvreté a diminué de façon significative dans notre pays, pour passer de 52 pour cent en 1994 à 41 pour cent en 1999 et même à 36 pour cent au cours de la dernière année (2002).

Pour que ces efforts soient consolidés, il est nécessaire que, dans nos pays, l'ensemble de la population soit convaincue que les systèmes permettant l'ouverture commerciale se traduisent dans les faits par de véritables avantages pour la population. Il importe que nos populations perçoivent le lien qui existe entre la libéralisation commerciale et leur bien-être social et économique.

Le commerce international en tant qu'outil de développement doit profiter à chacun des pays, en particulier aux pays en développement; mais pour cela il est indispensable de garantir des possibilités d'accès aux marchés, d'éliminer les subventions et d'aider les pays en développement grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités, lesquelles doivent viser la réalisation de projets concrets qui démontrent qu'il existe des possibilités d'exportation pour les petites et moyennes entreprises, d'expansion de leur production et d'augmentation des prix agricoles pour les

Nous sommes toujours persuadés, comme nous l'avons dit en d'autres occasions, que le système commercial multilatéral doit être conçu non comme un ensemble de règles théoriques mais comme un instrument de développement qui nous permette d'offrir à chacun de nos concitoyens un plus grand bien-être et une vie plus digne. L'accès aux marchés est indispensable pour relever les défis du millénaire en matière de développement.

Dans un tel contexte, il est essentiel pour le su